

République du Congo

Objectifs principaux

- Procurer une protection internationale et une assistance humanitaire à plus de 68 000 réfugiés, originaires pour la plupart de la République démocratique du Congo (RDC).
- Faciliter le rapatriement des réfugiés qui expriment le désir de rentrer si les conditions dans leur pays d'origine s'y prêtent.
- Organiser le rapatriement des Congolais réfugiés au Gabon et faciliter leur réintégration en coopération avec des organisations nationales et internationales de développement.
- Préparer le rapatriement librement consenti des réfugiés angolais et achever de faciliter l'intégration sur place de ceux d'entre eux qui ont opté pour cette solution.
- Offrir un appui matériel et technique au Comité national d'assistance aux réfugiés (CNAR) afin de lui permettre d'assurer la procédure de détermination du statut de réfugié (DSR).

Chiffres prévisionnels		
Population	Janv. 2005	Déc. 2005
RDC (réfugiés)	58 828	35 000
Rwanda (réfugiés)	5 868	4 000
Angola (réfugiés)	3 881	2 000
Total	68 577	41 000

Total des besoins : 6 930 184 dollars E.-U.



Contexte

Faits nouveaux

En 2004, les conditions de sécurité en République du Congo (RC) se sont sensiblement améliorées, bien que la présence de rebelles armés dans la région du Pool soit un motif persistant de préoccupation. Les habitants de cette région, dont les rapatriés, vivent dans des conditions d'extrême dénuement et ont besoin d'une assistance humanitaire. L'accord de paix conclu par le Gouvernement et les rebelles en mars 2003 n'a pas encore été appliqué (les rebelles ayant durci leurs exigences).

Le FMI a continué de retenir les fonds promis, attendant d'observer des progrès dans la gestion des ressources naturelles et dans la campagne contre la corruption. En conséquence, les réfugiés souffrent,



République du Congo

Dans le village de Loukoléla, sur le Congo, des réfugiés rwandais se préparent en vue de leur rapatriement par avion à Kigali.
UNHCR / B. Bossard

comme la majorité de la population autochtone, d'une pauvreté chronique, d'un chômage massif, de l'insuffisance des services de santé et de l'indigence du système éducatif.

Les évolutions positives survenues en Angola et au Rwanda ont permis d'encourager de manière soutenue les rapatriements librement consentis en direction de ces pays. En revanche, les revers observés dans le processus de pacification et de reconstruction en RDC ont anéanti les espoirs de nombreux réfugiés, qui souhaitaient regagner leur pays dans les plus brefs délais. Les recensements des mois d'avril et juin 2004 ont fait apparaître une diminution de la population réfugiée, imputable à des retours spontanés et/ou à une surestimation des chiffres précédents.

Contraintes

Le mauvais état des infrastructures de transport limite l'accès aux réfugiés congolais (RDC) installés au nord-ouest du pays et complique singulièrement l'octroi de l'assistance humanitaire. Du fait de l'indigence des infrastructures et de leur manque de fiabilité, le personnel de l'Organisation a tendance à utiliser exclusivement la flotte d'avions, de camions et de bateaux de l'UNHCR pour assurer les

transports en direction et en provenance des régions isolées. L'entretien de cette flotte est un défi permanent, du fait de l'absence de services d'entretien efficaces et de la difficulté de se procurer des pièces de rechange. Les réfugiés répugnent toujours à regagner la RDC, en raison de la présence d'éléments armés et du manque de services sociaux essentiels dans la province de l'Équateur.

Bien que certains réfugiés rwandais aient regagné leur pays en 2004, nombre de leurs compatriotes affirment qu'ils préfèrent attendre que le Gouvernement rwandais donne des signes de réconciliation plus positifs avant de rentrer. Comme dans bien d'autres pays de la région, les réfugiés rwandais semblent particulièrement réfractaires à l'idée d'un rapatriement.

Les Congolais (RC) réfugiés au Gabon expliquent leur réticence à rentrer par l'impossibilité de gagner leur vie dans leur pays d'origine. La perspective des difficultés qu'il faudra surmonter pour transporter les effets personnels, du fait de l'insuffisance du réseau routier, en décourage plus d'un.

En dépit des craintes exprimées par le Gouvernement angolais, qui redoute que les rapatriés ne puissent trouver des moyens d'existence à Luanda, la



Réfugiés rwandais dans un camp du village de Loukoléla, sur le Congo. À l'arrière-plan, un projet d'eau potable de MSF.
UNHCR / B. Bossard

plupart des réfugiés angolais souhaitent néanmoins être rapatriés dans cette ville. Selon eux, l'insécurité qui prévaut à Cabinda explique leur manque d'enthousiasme à regagner cette province.

Le Gouvernement congolais (RC), qui tente de réhabiliter ses systèmes d'enseignements et de santé, se heurte à de sérieuses difficultés. Le transfert de la gestion des écoles et des activités d'assainissement dans les camps qui accueillent encore des réfugiés angolais risque par conséquent d'être retardé. Le Gouvernement ne semble guère disposé à inclure les affaires relatives à l'asile et aux réfugiés (dont les procédures de DSR) dans son budget. L'on voit mal, dans ces conditions, comment l'UNHCR pourrait retirer son appui technique et financier au CNAR.

Stratégie

Protection et solutions

Pour faciliter la détermination du statut des demandeurs d'asile qui parviennent en République du Congo, l'UNHCR continuera d'appuyer la procédure

d'éligibilité du CNAR et la formation des fonctionnaires chargés de l'assurer. L'Organisation continuera également d'aider le comité et les ministères compétents à délivrer des cartes d'identité imprimées électroniquement et à élaborer une législation adéquate pour régler les questions d'asile et de réfugiés.

Réfugiés originaires de la RDC

L'UNHCR veillera à ce que les réfugiés puissent se déplacer librement, aient accès à des terres agricoles et à des zones de pêche et puissent gérer des micro-entreprises. À cette fin, les équipes de terrain se rendront régulièrement dans les 80 sites qui accueillent des réfugiés et l'UNHCR organisera à plusieurs reprises des campagnes sur les droits et obligations de ces derniers. L'Organisation encouragera les femmes réfugiées à siéger dans des comités et des groupes de travail et à participer aux distributions de vivres ; elle veillera également à ce que les femmes aient accès en priorité aux fonds destinés à financer des microprojets. Une attention particulière sera accordée au bien-être des écolières, afin de réduire le taux d'abandon scolaire chez les fillettes et les jeunes filles.

Pour les opérations de rapatriement, l'UNHCR rassemblera des informations et assurera l'inscription des candidats, tout en organisant des campagnes, ainsi que les transports et la logistique. Les activités destinées à faciliter les rapatriements débiteront dès que la situation dans la province de l'Équateur, en RDC, offrira des garanties de sécurité minimales mais néanmoins durables. Ces opérations, qui se dérouleront suivant les modalités définies dans un Accord tripartite conclu par la RDC, la République du Congo et l'UNHCR, seront mises en œuvre et suivies au travers de réunions régulières des parties concernées.

Réfugiés rwandais

Les Rwandais réfugiés en République du Congo, au nombre de six mille, ont pour la plupart atteint un degré d'autonomie satisfaisant et n'ont pas, à l'exception de quelques cas vulnérables, besoin de l'assistance matérielle de l'UNHCR. La promotion et la mise en œuvre des opérations de rapatriement seront donc les principales activités entreprises au profit de ce groupe.

Rapatriés congolais

Du fait de l'amélioration des conditions de sécurité en République du Congo et de la réouverture de toutes les routes frontalières dans les régions de Niari et de Lékoumou, l'on s'attend à une augmentation très sensible du nombre de rapatriements en 2005. Dans le cadre de la stratégie des « 4 R » (Rapatriement, Réintégration, Réhabilitation et Reconstruction), l'UNHCR s'assurera, par des activités de suivi menées en collaboration avec les autorités congolaises et les agences de développement, que les droits des rapatriés sont respectés, conformément aux garanties offertes dans l'Accord tripartite. L'Organisation continuera à réhabiliter les infrastructures les plus indispensables dans les principaux villages de destination et à promouvoir des activités agricoles pour appuyer la réinsertion de quelque 2 000 rapatriés vulnérables.

Réfugiés angolais

Du fait des activités militaires en cours dans la province du Cabinda, en Angola, il est nécessaire d'assurer un suivi spécifique de la sécurité des réfugiés hébergés dans les camps de Koni et Kondi-Mbaka,

situés dans la province de Kioulou. L'UNHCR continuera de financer les services sanitaires et éducatifs des deux camps, tout en encourageant les autorités congolaises à se charger de la gestion de ces structures, car ce transfert de compétences profiterait à l'ensemble de la population des environs. Comme précédemment, l'Organisation assurera l'inscription des candidats au rapatriement dans d'autres provinces de l'Angola, ainsi que leur transport par voie terrestre ou aérienne.

Assistance

L'UNHCR continuera de dispenser une assistance dans les secteurs de l'éducation et des soins de santé, tout en encourageant les réfugiés à endosser progressivement cette responsabilité via la consolidation des structures et des processus communautaires. La prévention du VIH/SIDA et la lutte contre les violences sexistes seront intensifiées, tant dans les postes de santé que dans les services communautaires. Les victimes bénéficieront d'un traitement et les auteurs des violences seront sanctionnés.

Les réfugiés urbains qui résident à Brazzaville et à Pointe-Noire et qui sont en majorité originaires de RDC continueront de bénéficier d'une assistance limitée, destinée à faciliter leur réintégration, ainsi que d'une orientation psychosociale et de services de santé élémentaires.

Effet escompté

Grâce aux activités précédemment décrites, la plupart des réfugiés bénéficieront des mêmes conditions de vie que les ressortissants congolais et ne seront plus tributaires, sauf dans quelques cas exceptionnels, de l'assistance de l'UNHCR. Si la situation dans les pays d'origine ne se dégrade pas, la poursuite des rapatriements, même en nombre limité, devrait se solder par une diminution non négligeable de la population réfugiée en République du Congo. En ce qui concerne les procédures de DSR, le CNAR devrait être mieux armé pour assurer un service plus autonome et de meilleure qualité, du fait de l'appui prodigué par l'UNHCR.

Organisation et mise en œuvre

Structure de gestion

Le bureau de l’UNHCR à Brazzaville supervisera les opérations entreprises dans le pays et offrira l’appui logistique nécessaire à leur mise en œuvre, en collaboration avec ses partenaires d’exécution nationaux et internationaux. Les trois bureaux extérieurs implantés à Bétou, Impfondo et Loukoléla appuieront le bureau principal. L’effectif sera composé de 11 fonctionnaires internationaux, 43 collaborateurs congolais et six VNU.

Coordination

L’Organisation coordonnera ses programmes avec ceux de trois ministères clés : le ministère des Affaires étrangères, de la Coopération et de la Francophonie, le ministère de la Sécurité et de la Police et le ministère des Affaires sociales, de la Solidarité, de l’Action humanitaire, des Invalides de guerre et de la Famille. L’UNHCR travaillera avec différents partenaires d’exécution, à savoir le CNAR et trois ONG. Le Haut Commissariat participe à la Procédure d’appel global des Nations Unies. Il collaborera étroitement avec le Coordonnateur résident et différentes institutions des Nations Unies, notamment en ce qui concerne la sécurité, l’usage optimal des ressources et la prise en compte des réfugiés et des rapatriés dans les programmes de développement de ces organisations.

Bureaux
Brazzaville
Bétou
Impfondo
Loukoléla

Partenaires
Organismes gouvernementaux Comité national d’assistance aux réfugiés Ministère des Affaires étrangères, de la Coopération et de la Francophonie Ministère des Affaires sociales, de la Solidarité, de l’Action humanitaire, des Invalides de guerre et de la Famille Ministère de la Sécurité et de la Police
ONG Comité international de secours Commission d’entraide pour les migrants et les réfugiés
Autres <i>Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit</i>

Budget (dollars E.-U.)	
Activités et services	Programme annuel
Protection, suivi et coordination	2 290 656
Abris / autres infrastructures	106 500
Activités génératrices de revenus	80 000
Appui opérationnel (aux partenaires)	490 942
Assainissement	16 550
Assistance juridique	230 525
Besoins domestiques	209 997
Eau	45 589
Education	470 000
Pêche	7 000
Production vivrière	76 594
Santé	425 000
Services communautaires	280 635
Transport / logistique	726 569
Total des opérations	5 456 556
Appui au programme	1 473 628
Total	6 930 184